7 décembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la lutte contre le Sida en Afrique, l'aide au développement, la solidarité internationale pour la prévention et la mise en oeuvre de traitements coûteux, Abidjan le 7 décembre 1997.

Monsieur le Président,
Messieurs les Chefs d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Professeurs,
Mesdames, Messieurs,
Mes Chers Amis,

Je voudrais remercier tout particulièrement mon ami le Président Henri Konan Bédié pour son invitation et pour la chaleur de son accueil. La France est fière d'entretenir avec la Côte d'Ivoire des relations étroites et constructives. Ces relations ont été instaurées par l'Histoire et par la volonté de deux hommes : le Président Félix Houphouet Boigny et le Général de Gaulle. Aujourd'hui, quatrième anniversaire de la disparition du père fondateur de la Nation ivoirienne, saluons sa mémoire et ayons pour lui une pensée de gratitude et de respect ! Chef d'Etat mais aussi médecin, ancien ministre français de la santé publique et grand humaniste, nul doute que le Président Houphouet Boigny aurait guidé et encouragé le combat que vous livrez contre l'épidémie du sida, comme le fait à son tour le Président Konan Bédié, avec toute sa ténacité et sa clairvoyante autorité.

Permettez-moi aussi de féliciter le Pr. Auguste Kadio et toute son équipe pour l'organisation de cette Xème Conférence qui, je l'espère, marquera de nouvelles avancées dans la lutte contre la maladie.

Maire de Paris, j'avais participé à votre conférence de Marrakech, mais je n'avais pu me rendre à Kampala deux ans plus tard. Je tenais d'autant plus à être présent à l'ouverture de vos travaux cette année. Je ne suis pour ma part ni médecin, ni chercheur et je ne détiens pas les clés scientifiques d'une victoire sur le sida. Le fléau conserve d'ailleurs, pour les spécialistes eux-mêmes, une grande partie de son inconnu. C'est à vous qu'il revient de l'éclairer. Les échanges que vous aurez ici y contribueront certainement.

Si j'ai voulu être à Abidjan en ce jour, c'est bien sûr parce que le thème de vos réflexions, "Sida et Développement", invite à renforcer le travail en commun des acteurs de la santé et des responsables politiques. Vous avez pour mission de découvrir, de prévenir, de guérir, d'organiser les soins. Nous vous devons la paix et le développement, sans lesquels il n'y a pas de politique de santé efficace.

La pauvreté, les guerres, les troubles politiques et sociaux, les famines, le déferlement de réfugiés sur des milliers de kilomètres, la déstructuration des Etats et le marasme économique ont contribué à l'embrasement de l'épidémie. Quand bien même une solution scientifique serait découverte pour arrêter le sida, elle ne pourrait être appliquée sans que le développement économique et social ne soit en même temps consolidé, la paix et la stabilité durablement établies, l'état de droit définitivement conforté. Aucun service de santé n'est concevable dans le

désordre politique et économique. Sans paix civile, pas de paix médicale !
La parole dont je suis porteur se veut celle d'une France qui ne peut rester silencieuse devant le cataclysme humain que l'épidémie du sida est en train de provoquer. C'est une parole d'affection pour vos malades et de compassion pour vos morts. Une parole de reconnaissance pour vous, hommes et femmes de ce continent, qui consacrez votre vie, vos forces, votre savoir et vos talents à combattre la maladie, de tout votre coeur et de tout votre esprit. Une parole d'engagement aussi, fraternelle, active et fidèle, solidaire de l'Afrique. Et une parole d'indignation et de révolte devant la souffrance, parce que l'humanité ne peut accepter l'aggravation d'un fléau qui n'épargne aucun peuple, nous le savons, mais qui s'abat par priorité sur les plus vulnérables. Le mal a frappé votre terre d'Afrique plus vite que le reste du monde, avec une force de mort et de destruction incomparablement plus dévastatrice.
Les experts ont établi les statistiques et tracé les projections, donnant la mesure chiffrée du drame humain et dévoilant des perspectives auxquelles nous ne pouvons pas nous résigner. Au moins deux millions d'Africains sont morts des suites du sida. Il est aujourd'hui plus meurtrier que le paludisme. Cinq millions d'hommes, de femmes et d'enfants de votre terre sont atteints par la maladie. Et il y a sans doute plus de 20 millions d'Africains parmi les 30 millions d'être humains porteurs du virus. Dans certaines régions, ONUSIDA, dont je tiens à saluer la qualité du récent rapport annuel, dénombre 40 % de femmes enceintes séropositives. Dans les mêmes régions, une aggravation sans précédent de la mortalité infantile est annoncée, et l'on prévoit une chute de dix ans de l'espérance de vie.
Pourtant, depuis deux ans, l'espoir est revenu. Dans les pays développés, l'effort de prévention porte ses fruits. La grande nouveauté des dernières années, c'est l'apparition de thérapies enfin efficaces pour bloquer l'aggravation de la maladie et écarter les infections qui lui sont associées. Mais les "multithérapies" n'ont été mises à la disposition des malades que dans un nombre trop restreint de pays. Non seulement elles maintiennent en vie de nombreuses personnes naguère encore condamnées, mais elles ont aussi changé cette vie qui leur était rendue. Vivre avec le sida est devenu possible, comme avec d'autres graves affections, sous contrôle médical.
Il faut aussi évoquer les recherches vaccinales. Elles ont une importance cruciale dès lors que ni la prévention ni le traitement ne permettent d'éradiquer la maladie. Je sais combien la mise au point d'un vaccin est difficile, mais c'est un objectif d'une telle importance que tout doit être mis en oeuvre pour l'atteindre. Les retombées financières de la diffusion des nouveaux traitements du sida devraient d'ailleurs permettre de consacrer des moyens accrus à cet objectif. Le dernier sommet du G7 a souligné avec force la nécessité d'amplifier nos efforts dans ce domaine. L'Europe a, elle aussi, son rôle à jouer pour stimuler ces efforts.
Le sida est encerclé de toutes parts. Il finira par céder. Mais, pour l'heure, il résiste. Il défend des secrets qui demeurent inaccessibles à la science des hommes. Il continue même à étendre son emprise, malgré le dévouement des professionnels de santé, et malgré l'engagement croissant des Etats comme des organisations internationales.
Devant un tel constat, qui ne saurait être un constat d'impuissance, la résignation est interdite. La faiblesse de nos armes ne doit servir d'argument ni au renoncement ni au fatalisme. C'est au contraire une raison supplémentaire d'attaquer le sida par tous les moyens disponibles, en même temps, partout dans le monde, et sans exclusive.
Nous n'avons pas le droit d'accepter qu'il y ait désormais deux façons de lutter contre le sida : en traitant les malades dans les pays développés, en prévenant seulement les contaminations au Sud.
D'abord parce que, même dans des pays comme la France, où les nouveaux traitements ont été rendus très rapidement disponibles, il ne faut surtout pas baisser la garde de la prévention. Les "multithérapies" constituent un grand progrès. Elles ont rendu l'espoir. Mais elles n'ont pas anéanti le mal. Elles ne garantissent pas la guérison. Elles n'établissent pas de sécurité face au sida.
Mais surtout, il serait choquant, inacceptable et contraire à la plus élémentaire des solidarités d'assister sans réagir à l'instauration d'une épidémie à deux vitesses. Comment pourrions nous

continuer à invoquer les droits de l'homme et la dignité humaine dans les enceintes internationales si, dans le même temps, à l'abri des meilleures raisons, nous acceptions que des millions de malades restent privés pour toujours des thérapies les plus efficaces ? Nous devons tout faire pour que le bénéfice des nouveaux traitements soit étendu aux peuples démunis d'Afrique et du reste du monde, là où les populations sont les plus meurtries par la maladie.
De sérieux arguments nous seront opposés. Les difficultés, il est vrai, sont réelles. Certains les croient même insurmontables. Mais elles ne peuvent servir de prétexte au choix de stratégies qui laisseraient l'Afrique à l'écart.
On nous dit que les nouveaux traitements coûtent si cher que leur généralisation serait financièrement hors de portée. Commençons par nous mobiliser davantage. L'épidémie est planétaire. Aucun pays ne pourra la juguler à l'abri de ses frontières. Il faut donc une stratégie mondiale, globale et coordonnée.
La France a entendu l'appel de Venise, lancé en juin 1991 à l'initiative de l'UNESCO. Elle a entendu l'appel de Dakar, lancé en juillet 1992 par les Chefs d'Etat ou de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine. Elle a accueilli en décembre 1994 le sommet de 42 Etats résolus à accentuer l'effort de coopération internationale pour combattre l'affection et soutenir le programme des Nations Unies. Elle est à l'origine de l'engagement des grands pays développés, réunis au G7 de Lyon en juin 1996, d'accroître leur soutien aux actions de la communauté internationale, en matière de maladies infectieuses en général, et de sida en particulier. Elle a développé une coopération intense avec vos Etats. Elle est prête à renforcer encore son implication.
Mais elle ne peut agir seule. Il est essentiel que les autres grands pays industrialisés accentuent avec elle leur mobilisation. A Abidjan, devant vous, je veux prendre solennellement l'engagement d'y contribuer de tout le poids de mon pays. Et je tiens à ce que le prochain sommet de ce qui est maintenant devenu le G8 marque une nouvelle étape pour répondre à l'attente de ceux qui placent une grande partie de leurs espoirs dans l'efficacité de notre action. La France invite ses partenaires, et notamment européens, à créer d¿urgence un Fonds de Solidarité Thérapeutique.
Il faut que nous déterminions ensemble comment les ressources de l'aide au développement pourront être orientées au service de cette stratégie. Créée pour renforcer la coordination de toutes nos actions, améliorer leur efficacité et soutenir les associations qui jour après jour s'activent auprès des malades, ONUSIDA doit jouer un rôle moteur dans ce domaine.
Le plein engagement de l'industrie aux côtés de la communauté internationale est également devenu l'une des principales conditions des prochaines victoires contre le sida, parce qu'elles exigent une véritable coalition d'efficacité entre tous les acteurs de ce combat. Le pas que se propose de franchir ONUSIDA en engageant une expérience dans quatre pays ne sera pas suffisant. Il faut élargir et amplifier très vite cette première initiative.
Voyons donc avec les grands groupes pharmaceutiques comment ils pourront participer plus activement à cet effort! Une proportion non négligeable de leurs dépenses de recherche et de développement a pu être couverte grâce à la distribution des nouveaux médicaments sur des marchés solvables. Le moment est venu d'examiner avec eux comment ces produits pourraient être rendus accessibles aux populations des pays en développement. Les coûts déjà acceptés par le Nord doivent permettre d'abaisser les prix offerts au Sud, à mesure que les marchés s'élargiront à l'Afrique et aux autres continents.
Le manque de ressources est réel mais, hélas, il ne constitue pas le seul obstacle sur la voie d'une généralisation des traitements disponibles.
Les réalités médicales, on le sait, diffèrent d'un continent à l'autre en fonction des conditions matérielles, des habitudes de vie et des attitudes culturelles face à la maladie. Pour étendre à l'Afrique les thérapies qui ont réussi en Occident, il faut donc réussir leur adaptation.
Les initiatives de l'Organisation panafricaine de lutte contre le sida et les centres de traitement ambulatoire ouverts sous l'impulsion du Professeur Marc Gentilini, avec ses collègues africains, montrent qu'il est possible de mettre en oeuvre de meilleures pratiques médicales en s'appuyant sur les spécificités africaines et en maintenant les malades dans leur communauté de vie. Il faut aller plus loin, car on connaît la difficulté d'assurer au long cours une bonne application de

aller plus loin, car on connaît la difficulté d'assurer au long cours une bonne application de traitements qui exigent une discipline de tous les instants. Suivre un traitement offensif contre le sida, ce n'est pas seulement prendre 10 à 25 médicaments par jour, c'est aussi comprendre son traitement, être aidé, conseillé, soutenu, et pouvoir se nourrir, boire et dormir dans des conditions décentes.

Il faut multiplier les études et les expériences pour déterminer ce qui, en Afrique, est possible et efficace, mettre au point les meilleures associations de médicaments, inventer de nouvelles méthodes d'accompagnement des malades. Je sais combien les volontaires regroupés sur le terrain par les organisations à but humanitaire se dévouent déjà à cette tâche, et je tiens à leur rendre un particulier hommage. Par delà tous les préjugés, il n'y a aucune raison valable de croire que l'Afrique serait incapable d'assumer la généralisation des nouvelles thérapies.

Voici, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les voies qui me semblent devoir être suivies pour que le formidable espoir apparu au début de l'année 1996 à l'annonce des premiers bons résultats obtenus par la combinaison de plusieurs antirétroviraux soit partagé par tous ceux, hommes, femmes et enfants, qui sont agressés par le virus. Cet espoir, déjà si présent dans les pays développés, ne doit pas, au nom d'une protection illusoire, les conduire au repli sur soi. Il doit au contraire provoquer des réflexes de solidarité active envers les pays les plus atteints par la pandémie, afin qu'elle ne réduise pas à néant les progrès enregistrés en matière de développement.

J'ai la conviction que le combat contre le sida engage plus que jamais notre conception de l'homme et celle des sociétés dans lesquelles nous vivons.

Il est urgent de riposter à l'extension de l'épidémie. Notre riposte doit être vigoureuse. Elle doit être non seulement médicale et scientifique, mais aussi résolument politique. Puisse l'orientation que vous avez souhaité donner cette année à vos travaux contribuer à mobiliser les multiples énergies qu'il va falloir fédérer dans ce combat universel !

Sachez qu'en ce qui me concerne et fort du soutien du peuple français, fort aussi de toute ma conviction et de mon affection pour eux, je m'emploierai à ce que l'espérance revienne au coeur des fils et des filles de votre terre d¿Afrique.

Je vous remercie.